

# INFO

## FAMILLE-ENFANCE

Été 2002, vol. 2, n° 1

### DOSSIER

Les familles  
immigrantes  
en région

### INITIATIVES RÉGIONALES

- La conciliation  
famille-travail
- Une maison de la  
famille comme  
carrefour des  
générations
- Un service de  
garde en milieu  
autochtone

### ACTUALITÉS

- La place des  
femmes dans le  
développement  
local
- Vers le Pacifique :  
une solution de  
rechange à la  
violence chez  
les jeunes
- Des actions  
municipales  
novatrices



Québec  

# INFO

FAMILLE-ENFANCE

## LE MOT DE LA RÉDACTION ..... 1

LA FAMILLE : L'AFFAIRE DE TOUT LE MONDE ! ..... 2-3

## DOSSIER

● LES FAMILLES IMMIGRANTES EN RÉGION ..... 4-5  
Michèle Vatz Laaroussi,  
professeure agrégée, Département de service social  
Université de Sherbrooke

● Deux familles à Rimouski : les Rugira et les Fozi ..... 5-8

## INITIATIVES RÉGIONALES

● LA CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL ..... 8-10  
Un exemple d'entreprise qui fonce : le Café Graffiti

● UNE MAISON DE LA FAMILLE COMME CARREFOUR  
DES GÉNÉRATIONS ..... 10-11  
La Maison de la famille de la Petite-Nation

● UN SERVICE DE GARDE EN MILIEU AUTOCHTONE ..... 12  
Le Centre de la petite enfance Nuitsheuakan

## ACTUALITÉS

● LA PLACE DES FEMMES DANS LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ..... 13-14  
Pour une meilleure représentation des femmes  
au sein des centres locaux de développement (CLD)  
Le CLD du Haut-Richelieu

● VERS LE PACIFIQUE : UNE SOLUTION DE RECHANGE À LA VIOLENCE  
CHEZ LES JEUNES ..... 14-16  
Le Centre international de résolution de conflits  
et de médiation (CIRCM)

● DES ACTIONS MUNICIPALES NOVATRICES ..... 16-17  
La Ville de Sherbrooke à l'heure de la politique familiale

## EN BREF

● Avis du Conseil de la famille et de l'enfance ..... 18-19

● Le nouveau site Internet du ministère de la Famille et de l'Enfance ..... 19-20

● Le Québec reçoit un prix famille de l'Institut Vanier ..... 20



# Le Québec en amour avec la famille

Été 2002, vol. 2, n° 1

par Martin Girard

## Responsable de l'édition

Danielle Gagnon

## Coordination

Martin Girard

## Révision des textes

Mireille Côté

Daniel Moisan

## Conception graphique

Les III Mousquetaires snc.

## Impression

J.B. Deschamps inc.

## Photos

Ministère de la Famille et de l'Enfance

Direction des communications

M. Yves Deslauriers

CPE autochtone Nuitsheukan

M<sup>me</sup> Delvina Vachon

Café Graffiti

Page couverture

M. Jocelyn Boutin

## Distribution

Ministère de la Famille et de l'Enfance

Dépôt légal : 4<sup>e</sup> trimestre 2002

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN : 1492-6652

Publié trois fois par année, le bulletin *Info Famille-Enfance* est distribué gratuitement aux organismes et associations partenaires du ministère de la Famille et de l'Enfance.

Le contenu ne peut être reproduit sans l'autorisation écrite du Ministère.

## Ministère de la Famille et de l'Enfance

Linda Goupil

Ministre d'État à la Famille

et à l'Enfance

## Pour nous joindre :

Bulletin *Info Famille-Enfance*

Direction adjointe des  
renseignements et du soutien aux  
communications

600, rue Fullum, 6<sup>e</sup> étage

Montréal (Québec) H2K 4S7

Courriel :

[martin.girard@mfe.gouv.qc.ca](mailto:martin.girard@mfe.gouv.qc.ca)

Le bulletin est disponible dans le site

Internet du Ministère :

[www.mfe.gouv.qc.ca](http://www.mfe.gouv.qc.ca)

**Le 14 mai dernier, lors du Forum des partenaires, M<sup>me</sup> Linda Goupil a présenté le Plan concerté pour les familles du Québec. *Info Famille-Enfance* présente les grandes lignes du plan.**

Notre dossier présente deux familles immigrantes qui ont choisi de s'installer en région, plus précisément à Rimouski, plutôt que dans la grande région de Montréal ou de Québec, comme c'est souvent le cas pour les immigrants. Et, pour compléter ce dossier sur les familles immigrantes, nous avons rencontré une professeure du Département de service social de l'Université de Sherbrooke, M<sup>me</sup> Michèle Vatz Laaroussi, elle-même immigrante.

Comme c'est son habitude, *Info Famille-Enfance* s'est déplacé dans les régions du Québec pour découvrir de belles initiatives : un organisme communautaire de Montréal qui fait de la conciliation famille-travail un devoir, un organisme qui vient en aide aux familles d'un village en Outaouais et un centre de la petite enfance montagnais dans la région de Baie-Comeau.

La rubrique « Actualités » propose, entre autres, un reportage sur la ville de Sherbrooke qui met en place, depuis plusieurs années, des mesures novatrices destinées à tendre la main aux familles. De plus, nous profitons de cette édition pour présenter le nouveau site Internet du ministère de la Famille et de l'Enfance.

Bonne lecture!



# La famille : l'affaire de tout le monde !



**Le gouvernement du Québec consacra 24 millions de dollars sur quatre ans pour mieux soutenir les familles. Cet argent servira principalement à financer une vingtaine de mesures et d'actions concrètes pour appuyer les parents dans leur rôle.**

Au-delà de tous ces millions, cette action gouvernementale nous rappelle que la famille, c'est l'affaire de tout le monde. « Il faut faire en sorte que nous en soyons tous conscients », soulignait la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, M<sup>me</sup> Linda Goupil, le 14 mai dernier, lors de l'annonce de l'important Plan concerté pour les familles du Québec. « Il nous faut aussi affirmer, a poursuivi la ministre, que la société ne peut pleinement se développer que si on se préoccupe davantage de la famille. Nous sommes clairement sur ce chemin. »

Plus concrètement, ce plan propose 23 mesures qui seront mises en place, autour de trois grandes préoccupations : le soutien au rôle parental, l'adaptation des milieux de vie aux besoins des familles et la conciliation famille-travail.

Ce vaste programme national entend également mobiliser tous les partenaires de la politique familiale. Ces partenaires se retrouvent tout autant dans le monde des affaires ou dans le milieu communautaire que dans l'appareil gouvernemental.



M<sup>me</sup> Linda Goupil



## LE CONTEXTE

La ministre Goupil a rappelé dans quel contexte évoluent les familles québécoises : « On parle dans notre société de la croissance anémique de la population, de la multiplicité des structures et des liens familiaux, des milieux de vie souvent mal adaptés à la vie familiale et des changements importants sur le marché du travail depuis les dernières années. »

Ce sont tous ces constats qui ont guidé la ministre et ses équipes dans leurs choix. En clair, on agira sur le terrain avec tous les acteurs sociaux et économiques qui soutiennent ou influencent l'organisation de nos vies familiales.

Ces 24 millions seront, pour la plus grande partie, accordés sous forme d'aide à des groupes communautaires, aux municipalités et à des entreprises. On soutiendra des mesures, des actions ou des services qui favoriseront l'épanouissement des familles québécoises.

Les exemples ne manquent pas. On veut améliorer la situation financière des familles les plus démunies, mais aussi rendre plus accessibles les ressources qui soutiennent les parents dans leurs responsabilités. Lorsqu'il est question de l'adaptation des milieux de vie, on pense, entre autres, à intégrer des zones et des lieux de détente et de récréation dans les quartiers résidentiels. Au chapitre de la conciliation famille-travail, on veut encourager les entreprises qui offrent, par exemple, l'horaire variable et la réduction du temps de travail ou encore qui accordent des congés pour raisons familiales.

De plus, le gouvernement a la ferme intention de doter le Québec de son propre régime québécois d'assurance parentale. Ce régime sera notamment accessible aux travailleurs et travailleuses autonomes ou à temps partiel. Autrement dit, des congés parentaux plus généreux et mieux adaptés à toutes les réalités du marché du travail que ceux actuellement offerts par le gouvernement du Canada.

## AGIR

« C'est le gouvernement qui doit être le chef de file, mais à lui seul il ne peut atteindre son objectif. On cherchera donc à établir des consensus et à interpeller toute la société », souligne la ministre. Déjà, depuis 1999, on a réuni autour de cette préoccupation qu'est la famille québécoise une vingtaine d'organismes. Ce sont les réflexions de ce forum qui ont permis d'établir les priorités du Plan concerté pour les familles québécoises.

Ce que l'on doit retenir dans ce qui est proposé, c'est que la société doit soutenir tous ceux et celles qui désirent avoir des enfants. « Mais au-delà du principe, souligne M<sup>me</sup> Linda Goupil, pour y arriver, on doit tout mettre en œuvre pour modifier ou améliorer nos façons de faire dans l'organisation du travail, dans nos relations entre les générations, dans le soutien qu'on apporte aux parents en difficulté. Il faut appuyer la famille et revaloriser son rôle. »

Il y a actuellement au Québec 1 287 000 familles avec des enfants et près de 665 000 couples sans enfants, ce qui représente 82 % de la population. ■





# Sa vie comme laboratoire



**Ce n'est pas par hasard si Michèle Vatz Laaroussi s'est intéressée à l'immigration et, plus particulièrement, aux défis que rencontrent les familles qui arrivent dans un nouveau pays. Immigrer, c'est aussi l'histoire de sa vie.**

Cette Française est arrivée au Québec en 1992. Déjà enseignante en France, elle est arrivée ici comme professeure à l'Université de Sherbrooke. Mais, avant sa propre histoire, c'est à travers l'expérience de son mari qu'elle a compris ce que voulait dire changer de pays. Il est Marocain et a immigré en France, à l'âge de 21 ans. Ils se sont connus alors qu'il était un nouvel arrivant et qu'il devait se tailler une place dans cet autre pays qu'il avait choisi. Ils étaient déjà mariés et avaient trois enfants à leur arrivée à Sherbrooke.

Depuis, la chercheuse Michèle Vatz Laaroussi a fait de l'« immigration en région » sa spécialité. Au Département de service social de l'Université de Sherbrooke, elle a mené de multiples recherches sur ce sujet depuis près de dix ans. Et, au cœur de la plupart de ses travaux, une préoccupation particulière : la famille, celle qui quitte son pays d'origine et qui doit créer de nouveaux liens, de nouveaux repères sur une terre nouvellement choisie.



Pour M<sup>me</sup> Michèle Vatz Laaroussi, aider les familles immigrantes à tisser des liens avec leur nouveau milieu va de soi.

En plus de ses activités de professeure et de chercheuse, il y a quelques années, elle a mis sur pied avec son mari une association, Rencontre interculturelle des familles de l'Estrie (RIFE). Soutenu financièrement par le ministère de la Famille et de l'Enfance, l'organisme regroupe des gens de la région qui réfléchissent à leur rôle de parents. La principale caractéristique de RIFE est cependant de réunir des gens d'origines diverses.

RIFE organise des activités de loisirs, mais surtout des forums de discussion et de réflexion, auxquels sont invités les élus municipaux et les représentants d'organismes communautaires qui interviennent dans l'organisation de la vie familiale. Parmi les sujets traités, on trouve les relations avec l'école, le rôle de parent durant la petite enfance, les relations intergénérationnelles ou encore les couples mixtes, c'est-à-dire formés d'un homme et d'une femme d'origines différentes.

En avril dernier, RIFE a mis sur pied, en partenariat avec une équipe de chercheurs de l'Université de Sherbrooke, un forum sur les familles immigrées de guerre en Estrie. Au cours des dernières années, environ 400 Afghans se sont installés dans la région et aussi plusieurs Serbes venant de l'ex-Yougoslavie. On a donc voulu, au cours de ce forum, tenter de mieux comprendre leurs besoins mais aussi leur force, leur potentiel. Plus de 120 personnes ont participé à l'événement.

## DES HISTOIRES PERSONNELLES

Pour préparer cette rencontre, on s'est intéressé à l'histoire personnelle de plusieurs de ces familles, et aussi au travail des intervenants qui les côtoient dans le milieu de l'éducation ou de la santé par exemple. On a cherché à savoir quelles souffrances et quelles pertes les membres de ces familles avaient vécues et quels étaient aujourd'hui leurs projets et leurs espoirs.

Ce qui se dégage des réponses obtenues, c'est que ces familles ont trouvé, dans la région, un accueil chaleureux et apprécié, mais un manque d'assistance dans les mois et les années qui ont suivi leur arrivée. Selon les



organiseurs de ce forum, il semble évident que l'on doit, entre autres, appuyer les nouveaux arrivants lorsqu'ils veulent faire reconnaître leurs compétences, leur accorder un soutien psycho-social à plus long terme et encourager les réseaux d'entraide ethniques et communautaires. Bref, si on les amène en région, il ne faut pas les y abandonner. Pour cela, il importe également de mieux sensibiliser la population locale à la présence de ces nouvelles familles et à la place qu'elles devraient occuper.

Selon Michèle Vatz Laaroussi, c'est aussi par la connaissance de l'histoire de l'autre que passe l'intégration. La population locale doit se faire raconter le parcours du nouvel arrivant et ce dernier doit connaître le passé de son pays d'accueil. C'est une clé qui permet de tisser des liens. Souvenons-nous que la guerre a rendu ces familles immigrantes beaucoup plus fragiles que d'autres lorsqu'elles débarquent chez nous. Très souvent, les membres d'une même famille, séparés dans leur pays d'origine, arrivent ici à des moments différents. Sans parler de tous ceux qui ont laissé derrière eux des parents qu'ils ne reverront jamais. Ils ont aussi, dans bien des cas, vécu des traumatismes de guerre importants.

La prochaine activité de RIFE, prévue pour l'automne 2002, portera sur les difficultés, pour les parents de familles immigrantes, de composer avec la présence de la drogue dans les écoles que fréquentent leurs enfants. Pour plusieurs d'entre eux, notre société est très permissive, et ils doivent s'habituer aux nouvelles réalités. Michèle Vatz Laaroussi souligne à quel point il peut être enrichissant pour des Québécois de souche de participer aux activités de RIFE. « S'ouvrir aux valeurs familiales d'autres cultures, c'est une bonne façon de réfléchir à nos propres valeurs. Certains sujets que nous avons traités nous le permettent encore plus directement, poursuit-elle. Il a été question par exemple de discipline, du respect des parents ou du faible taux de divorce de certaines communautés. » Partout au Québec, il existe quelques organismes qui suscitent des rencontres entre familles immigrantes et québécoises. Mais, selon Michèle Vatz Laaroussi, « ces organismes sont encore trop peu nombreux et il serait souhaitable qu'ils se multiplient, pour le bien-être de tous ». ■

## Les familles immigrantes en région



**Quand on quitte son pays natal pour en choisir un autre, le plus souvent c'est dans la capitale qu'on atterrit, et c'est là qu'on reste. Mais certains choisissent de plus petites villes, dans des régions éloignées des grands centres. Il ne faut pas croire que l'intégration y est plus facile, au contraire. Il vaut donc mieux y arriver en famille plutôt que seul.**

Cyrus Fozi et sa femme Mahnaz sont arrivés à Rimouski en 1992. D'origine iranienne, ils sont nés tous les deux à Téhéran. Mais ils ont fait un long détour avant de venir s'installer dans le Bas-du-Fleuve.

En 1977, après avoir terminé ses études de génie, Cyrus Fozi va poursuivre sa formation à Londres. Il y passe huit mois, puis fait un court séjour à Paris. Au moment de son départ d'Iran, le pays est encore dirigé par le shah Mohammed Reza Pahlavi. Mais tout annonce la

révolution sanglante qui portera l'ayatollah Khomeyni au pouvoir. « J'y suis retourné en 1979, raconte-t-il, après le renversement du régime impérial. Je suis reparti. Je ne voulais pas rester là, la répression était présente partout. »

### DIX ANS AU CONGO

Cyrus Fozi part donc s'installer à Brazzaville, au Congo, avec sa femme. Ils s'étaient connus à Paris où elle étudiait, elle aussi. « Comme nous sommes de religion Bahai, en Iran nous faisons partie d'une minorité religieuse. La menace de persécution était évidente. Nous avons donc cherché un pays où nous n'aurions pas ce genre de problème. » Ils passeront dix ans au Congo. Cyrus Fozi a pu y pratiquer son métier d'ingénieur et Mahnaz Fozi a appris le sien. Elle est devenue technicienne de laboratoire. Puis, ils ont fondé une famille. Ils ont eu deux enfants, un garçon et une fille.





La famille Fozi, de Téhéran à Rimouski

En 1990, c'est pour l'avenir de ces deux enfants qu'ils quittent le Congo. « Notre mariage n'était pas reconnu, explique Mahnaz Fozi, et les enfants ne pouvaient avoir ni la nationalité congolaise, ni la nationalité iranienne. Nous voulions leur éviter des problèmes pour l'avenir. » Des amis canadiens, un couple d'Ottawa, leur parlent de leur pays. C'est ainsi qu'ils atterrissent d'abord au Nouveau-Brunswick, puis, en 1992, au Québec.

Les contrastes entre le Canada et le Congo sont énormes. Le Congo est un pays d'Afrique centrale avec une température moyenne de 25 °C. Brazzaville, la capitale, où vivaient les Fozi, compte près de un million d'habitants et, dans tout le pays, il n'y a pas plus de 50 % de chrétiens. À Rimouski, la température moyenne témoigne de notre climat nordique : 2,5 °C ! Il y a à peine 50 000 habitants, l'équivalent d'un gros quartier de Montréal, et à peu près tout le monde est catholique, même si les gens pratiquent peu. Heureusement, la langue officielle au Congo comme ici, c'est le français.

« Nous ne voulions pas d'une grande ville, explique Mahnaz Fozi. Nos enfants avaient trois et cinq ans à notre arrivée ici, et nous pensions qu'une petite ville c'était mieux pour eux. » En cela, les Fozi avaient la même motivation que la plupart des immigrants qui choisissent de s'installer en région. Michèle Vatz Laaroussi est professeure en service social à l'Université de Sherbrooke et étudie, depuis des années, tout ce qui concerne les familles immigrantes. « Encore aujourd'hui, environ 83 % des immigrants qui arrivent au Québec s'installent dans les grands centres, explique-t-elle. Donc à peine 17 % s'installent en région. Et, quand ils viennent volontairement dans une petite ville, ils le font presque toujours pour les enfants. » C'est qu'ils veulent leur garantir une certaine paix sociale, plus de tranquillité. Bref, une sécurité qui leur a souvent manqué dans des pays en guerre ou sous l'emprise d'un régime intolérant.

C'est exactement ce que la famille Fozi a trouvé dans le Bas-du-Fleuve. « Bien sûr, c'est un pays idéal. Ici, nous avons trouvé la paix que nous voulions pour nous et nos enfants, se réjouit Cyrus Fozi.

On y vit dans le respect et la sécurité. Sans compter que le Québec est une société moderne. »

Si tout le monde s'entend pour dire qu'il est plus facile d'immigrer en famille dans une petite région, c'est qu'il y a rarement des communautés ethniques assez importantes pour accueillir le nouvel arrivant et briser l'isolement qui le menace. Les enfants constituent alors une obligation de liens, de contacts. Contacts que l'on crée avec son voisin ou encore au parc, à la garderie, à l'école. Partout où les enfants passent, les parents suivent, et découvrent ce pays d'accueil.

### TRAVAILLER POUR S'INTÉGRER

Cela dit, une fois arrivés et sécurisés, les Fozi eurent à relever d'autres défis. Car, même s'il est plus facile d'arriver en famille dans une petite région, ça ne règle pas tous les problèmes. Et un des plus grands défis, c'est d'atteindre rapidement l'indépendance financière. « Le principal ancrage dans une société, explique Michèle Vatz Laaroussi, ça demeure le travail. Malheureusement, pendant des mois, voire des années, plusieurs nouveaux arrivants seront dans la survie économique, rien de plus. » On croit souvent, à tort, que pour les familles immigrantes il suffit qu'un seul des membres du couple travaille. « C'est faux, poursuit la chercheuse. Si, pour une famille québécoise de quatre personnes, il faut aujourd'hui que les deux parents travaillent, pour une famille d'immigrants, c'est exactement la même chose. »

Et qui dit indépendance financière dit reconnaissance des compétences. Cyrus Fozi est arrivé ici avec plus de dix ans d'expérience comme ingénieur. Sa femme avait un diplôme de technicienne de laboratoire. L'un comme l'autre, ils ont dû retourner à l'école et se faire évaluer, pour prouver leur capacité à pratiquer leur métier chez nous.

Pour Cyrus Fozi, ça ne s'est pas trop mal passé. Après cinq examens techniques et un autre pour la connaissance du français, on l'a reconnu comme ingénieur. Malgré cela, il n'a jamais trouvé de travail dans son métier. Il a donc accepté un emploi de technicien au ministère des Transports. « Ce programme de reconnaissance, souligne-t-il, n'est pas unique au Canada. Plusieurs pays agissent ainsi. Je me considère chanceux, même si je ne travaille pas comme ingénieur. Mais pour ma femme, ça s'est passé autrement. Elle a dû refaire toute sa formation. »

« Au début, j'ai trouvé très difficile d'être mère de deux enfants et de retourner à l'école, raconte-t-elle. Mais, finalement les cours étaient plus faciles que ceux que j'avais suivis à l'université, en Afrique.



En plus, j'avais l'espoir de me trouver du travail dans mon domaine. » Malgré ce diplôme tout neuf, elle n'y arrivera jamais. Aujourd'hui, Mahnaz Fozi est coordonnatrice d'un organisme communautaire, Accueil et intégration Bas-Saint-Laurent. « Notre mission, explique-t-elle, est d'aider les personnes immigrantes qui arrivent dans notre région. J'aime beaucoup ce que je fais. »

### **DU RWANDA À RIMOUSKI... SEULE**

Jeanne-Marie Rugira vit, elle aussi, à Rimouski. Elle est Rwandaise et est arrivée ici, en 1993. « À l'époque, je me croyais de passage au Québec. J'y venais pour faire un doctorat. Je pensais y demeurer quatre ans. » La guerre en a décidé autrement. Rappelons-nous : le génocide a eu lieu en 1994; 800 000 personnes, des femmes, des hommes et des enfants tutsis ou amis de Tutsis seront tués, dans ce pays de sept millions d'habitants; on a aussi exécuté de nombreux Hutus qui refusaient de participer au massacre. C'est donc pour fuir ce bain de sang que ses enfants et son mari viennent la rejoindre un an après son arrivée ici. Ils ne sont jamais repartis.

De sa première année ici, Jeanne-Marie Rugira dit que ce fut sa plus difficile. Elle avait volontairement choisi de s'installer à Rimouski, loin de Montréal. « Je me disais, se souvient-elle, si je vais vivre à l'étranger, je veux vraiment expérimenter ce que c'est. Je n'ai pas envie de me retrouver à Montréal dans un ghetto de Rwandais ou d'Africains. » Le choc a été brutal.

Pourtant, elle avait une bonne connaissance de l'étranger. Elle était déjà venue au Québec, envoyée par le ministère de l'Éducation de son pays. Elle était allée à Chicoutimi, à Montréal et à Sherbrooke. Elle avait aussi voyagé dans plusieurs autres pays, en Europe notamment. « Mais passer quelques jours, quelques semaines en voyage, ce n'est pas pareil; tu finis par retourner chez toi. Là, tu dois te créer tout un nouveau réseau de contacts, d'amis. Je ne pensais pas que l'isolement pouvait être si grand. » Ses enfants et son mari étaient loin, très loin. De plus, elle se sentait coupable de les avoir laissés derrière elle pour poursuivre ses études. Quand elle passait la porte de son appartement, elle n'avait personne à qui parler. « C'était le désert. »

En plus, tous ses repères basculent. Cette société est nettement différente de la sienne. Même une poignée de main ne veut pas dire la même chose. Les relations entre élèves et enseignants n'ont rien à voir avec ce qu'elle a connu au Rwanda.

### **UNE INVITATION À SOUPER**

Il existe une règle toute simple, bien connue des spécialistes en immigration : l'intégration est d'autant plus difficile que vous êtes éloigné, différent de la communauté

locale. « Moins il y a de différences visibles, nous dit Michèle Vatz Laaroussi, plus il est facile de passer inaperçu. » Autrement dit, de se mêler au groupe. Et cette constatation est encore plus vraie dans une petite ville. Dans une ville comme Montréal, la plupart des étrangers se fondent dans la foule. Mais dans une petite communauté, on remarquera davantage la couleur de votre peau, votre voile, vos vêtements différents, votre accent, etc. « Quand je suis arrivée ici, il n'y avait qu'un seul autre Rwandais, se rappelle Jeanne-Marie Rugira. Depuis, il est reparti. Nous n'étions que 40 noirs. Maintenant, nous sommes environ 200. »



FAMILLE RUGIRA

Sa première session à l'université a été éprouvante. Après quelques semaines d'isolement, Jeanne-Marie Rugira a même pensé tout abandonner. « Je me suis dit, écoute ma fille, tu te construis une vie sociale ou tu prends un billet d'avion et tu rentres chez toi. » Elle s'est donné six semaines pour que des Québécois l'invitent à souper, chez eux. Il lui faudra quatre mois. Entre-temps, tous les moyens sont bons pour découvrir cette nouvelle société, à laquelle elle voulait s'intégrer. La lecture des journaux, des discussions avec d'autres étudiants et la télé. « Je regardais les téléromans. Il y avait *Les Héritiers Duval*, je me souviens. C'est aussi à travers ça que j'apprenais des choses sur le Québec. »

Un an plus tard, quand ses filles sont arrivées, pour elles, les choses ont été plus faciles. Leur mère avait préparé le terrain. Elle avait son réseau d'amis, sa connaissance du Québec et le désir de réussir aussi pour elles. Comme pour les Fozi, dorénavant, c'est pour elles et à travers elles qu'elle pourrait compléter son intégration. Aujourd'hui, elle est professeure de psycho-sociologie à l'UQAR.

### **RWANDAIS ET QUÉBÉCOIS**

Sa fille Marie-Ange a maintenant quinze ans. « Au début, on me parlait de mon accent, se souvient-elle. On me parlait de la couleur de ma peau. On me demandait comment je vivais en Afrique, si nous avions des grandes villes, des autos, si nous couchions dans des maisons. Je ne leur en voulais pas, mais j'en voulais à leur ignorance. Puis, je me suis rappelé qu'à la télé, lorsqu'on parle de



l'Afrique, on montre des enfants avec de gros ventres, couverts de mouches, qui n'ont rien à manger : des images de famine et de guerre. Mais l'Afrique ce n'est pas seulement ça. » Et sa petite sœur de poursuivre : « L'Afrique c'est tout un continent. Ce n'est pas pareil partout. Quand je vois ce qu'on montre à Vision mondiale, je me dis que c'est comme si un caméraman d'ici filmait tous les clochards du centre-ville de Montréal et qu'il montrait ça en Afrique pour présenter le Québec. »

L'attachement des filles de Jeanne-Marie Rugira pour le Rwanda est réel, mais en même temps, elles se sentent de plus en plus Québécoises. Quand elles parlent d'ici, elles disent facilement « chez nous ». Mais si, pour les filles de Jeanne-Marie, leur chez-nous c'est Rimouski, de

nombreux immigrants ne restent pas dans les plus petites villes, dans ces régions éloignées. Ils retournent dans les grands centres, souvent pour retrouver plus de gens de leur communauté d'origine, du travail et peut-être un peu plus d'anonymat. Parfois, l'exotisme est dur à porter.

Selon Michèle Vatz Laaroussi, amener des familles d'immigrants en région, c'est assez simple. D'autant plus que les réfugiés y sont dirigés en vertu de la politique de régionalisation de l'immigration. « Pour qu'ils y soient heureux et qu'ils y restent, il faudra faire plus », dit-elle. Probablement multiplier les occasions d'échanges, les liens entre Québécois et nouveaux arrivants, pour qu'après le premier mot de bienvenue, l'accompagnement se poursuive. ■

## La conciliation famille-travail au sein d'un organisme communautaire



par Martin Girard

**Au mois de novembre dernier, les prix ISO famille\* ont été remis à des organisations qui favorisent la conciliation famille-travail. Le Café Graffiti est une des organisations à s'être démarquée dans la catégorie des organismes communautaires. Pour savoir ce qui a valu un prix à cet organisme, Info Famille-Enfance est allé rencontrer les responsables.**

### LE CAFÉ GRAFFITI

Fondé en 1992, le Café Graffiti a tout d'abord entrepris sa mission sur le terrain où se trouvent les jeunes marginaux, c'est-à-dire la rue, avant de s'installer, en 1997, dans un local de la rue Sainte-Catherine, au cœur du quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal. Actuellement, dix employés et quelques stagiaires travaillent pour cet organisme communautaire.

Le Café Graffiti a pour mission d'aider les jeunes qui ont décroché de la société à tous les niveaux et qui sont dans le besoin. L'organisme encourage la création de projets d'expression artistique pour amener les jeunes à réintégrer la société, à retourner aux études, à envisager une carrière artistique ou à se trouver un autre type d'emploi. De plus, il offre un soutien personnel aux jeunes qui sont aux prises avec des problèmes de drogue, de santé, de logement, de budget ou autres.



Le Café encourage la création artistique.

Pour aider les jeunes à reprendre confiance, le Café Graffiti a mis sur pied plusieurs projets dont le *Journal de la rue\**, publié six fois par année et qui compte 45 000 abonnés partout au Québec. Écrit par des jeunes, ce journal traite de différents phénomènes sociaux auxquels il veut sensibiliser ses lecteurs. De plus, l'organisme participe à une soixantaine de manifestations culturelles au Québec, par exemple le Salon du livre du Saguenay – Lac-Saint-Jean. Les jeunes sont aussi appelés



Au Café Graffiti, la conciliation famille-travail est une réalité quotidienne.

à réaliser plusieurs contrats qui peuvent aller de l'animation lors de festivals ou autres manifestations à la construction des décors pour le spectacle de Bruno Pelletier à la Place des Arts. Les jeunes acquièrent ainsi une expérience de travail et ils doivent apprendre à gérer un budget, puisqu'ils sont payés pour le travail qu'ils font.

Depuis maintenant un an, l'organisme travaille à un projet de construction de quinze unités de logements où les jeunes réapprendraient à vivre en appartement. Ce complexe comprendrait aussi des locaux commerciaux où les jeunes pourraient vendre les produits qu'ils fabriquent et, éventuellement, mettre sur pied leur propre commerce. Cette initiative a pour but de permettre aux jeunes de prendre de l'expérience dans la vie et, surtout, de bâtir leur confiance.

### **CE QUE FAIT LE CAFÉ GRAFFITI POUR SON PERSONNEL EN MATIÈRE DE CONCILIATION FAMILLE-TRAVAIL**

Dès sa création, et sans vraiment s'en rendre compte, le Café Graffiti a mis en pratique divers moyens pour favoriser la conciliation famille-travail. Cette intégration s'est faite parce que l'organisme faisait face à deux problèmes : le budget et l'instabilité du personnel.

En tant qu'organisme communautaire, il est évident que le café n'a pas les moyens financiers des entreprises privées pour mettre en place des politiques de conciliation famille-travail. Cependant, les dirigeants ont réussi à trouver des moyens d'aider leurs employés à bien équilibrer leur vie professionnelle et personnelle. Tout d'abord, les enfants des membres du personnel peuvent fréquenter le café les jours de congé ou après l'école et, en plus, ils peuvent y recevoir de l'aide pour faire leurs devoirs. De plus, les conjoints et les conjointes peuvent utiliser les appareils utiles à la rédaction de leur curriculum vitae ou à la recherche d'emploi (ordinateur, Internet ou

télécopieur). Finalement, l'organisme aide les employés et les employées dans leur planification budgétaire et dans la préparation de leur déclaration de revenus, ce qui leur permet de faire des économies.

Comme dans tout organisme subventionné, les mises à pied étaient souvent inévitables à la fin d'un projet ou en raison du non-renouvellement d'une subvention. Pour limiter le plus possible l'instabilité du personnel, l'organisme s'est donné comme mission de tout mettre en œuvre pour garder ses employés. Pour ce faire, on a mis en place des conditions de travail favorisant leur épanouissement tant sur le plan professionnel que personnel, et on les aide même à trouver un travail mieux rémunéré.

De plus, les employés savent qu'ils peuvent s'absenter si jamais une raison familiale les y oblige; l'organisme ne pénalise pas financièrement le personnel dans ces cas. Et, grâce à une organisation du travail particulière, les projets continuent d'avancer.

### **LES CELLULES DE TRAVAIL**

En effet, pour s'assurer que le travail se poursuive lorsqu'un employé s'absente, le Café Graffiti a appliqué la méthode des cellules de travail. Dans ce type d'organisation du travail, on fait en sorte qu'aucun employé ne travaille seul à un projet; chacun est appelé à faire un peu de tout au sein de l'organisme et à s'engager dans plusieurs projets. Tous peuvent donc réagir lorsque l'un d'entre eux s'absente.

Cette façon de faire facilite doublement la tâche : non seulement le travail n'est pas arrêté, mais, en plus, il ne s'accumule pas en attendant le retour de celui ou de celle qui a dû s'absenter.

« Il est facile pour nous d'avoir une philosophie de travail semblable puisque le tout fait partie des moyens d'aider les jeunes à se sortir de leur situation » selon M. Raymond Viger du Café Graffiti. Cette mentalité permet à l'employé de devenir un meilleur citoyen et, par le fait même, un meilleur exemple pour les jeunes. Pour le Café Graffiti, il est important de présenter un modèle familial sain aux jeunes, puisque ceux-ci vont peut-être fonder une famille un jour ou l'autre.

De plus, le fait que les enfants des membres du personnel puissent fréquenter le café comme ils le désirent resserre les liens familiaux entre les employés et les membres de leur famille. Les enfants voient et partagent la vie de leurs parents au travail, ce qui facilite les échanges. Ces enfants ont aussi l'occasion de voir que tout le monde n'a pas la même chance dans la vie, et ils peuvent discuter plus





facilement avec leurs parents des problèmes qui touchent notre société.

Le Café Graffiti constitue un bel exemple en matière de conciliation famille-travail et montre qu'il est possible de mettre en place des mesures efficaces, même avec de petits moyens financiers...

- \* Le prix ISO famille a été créé par le Conseil du statut de la femme, en collaboration avec le Conseil de la famille et de l'enfance et le Conseil consultatif du travail et de la main-d'œuvre. Le MFE permettra la tenue d'une seconde édition en 2002, grâce à un appui financier.
- \* Pour vous abonner au *Journal de la rue*, veuillez communiquer avec le Café Graffiti au (514) 256-9000. ■

## Une maison de la famille comme carrefour des générations



**Des mamans de la région de l'Outaouais ont eu envie de se regrouper afin de briser leur isolement. C'est ainsi qu'est née la Maison de la famille de la Petite-Nation, un lieu de rencontre et de solidarité.**

Même s'il s'agit d'une des plus merveilleuses expériences de la vie, l'arrivée d'un poupon dans une famille amène son lot de doutes et de questions. Boit-il correctement? Pourquoi pleure-t-il sans cesse? Comment aider l'aînée à accepter ce petit être qui bouleverse sa vie et accapare sa maman? Le manque de sommeil aidant, il peut arriver que la joie et l'excitation des premiers instants cèdent la place à un grand sentiment d'anxiété... Que faire pour surmonter cette difficulté? En parler... tout simplement.

C'est ce qu'une poignée de parents de la région Petite-Nation en Outaouais - principalement des mères, il faut bien le dire! - ont décidé de faire en proposant d'implanter une maison de la famille au cœur du village

Saint-André-Avelin. Une maison pour se parler, se soutenir, s'épauler ou tout simplement se changer les idées.

C'est vrai que la maternité ne se vit pas à la ville de la même façon qu'à la campagne. À cause de l'étendue du territoire, les services sont moins accessibles et les besoins sont différents. Par exemple, on peut trouver plusieurs organismes communautaires famille dans un seul quartier montréalais alors que la Maison de la famille de la Petite-Nation doit desservir à elle seule 17 municipalités!

« En milieu rural, il y a beaucoup de familles qui ne peuvent pas se rendre chez nous parce qu'elles habitent trop loin, c'est-à-dire à trente ou quarante-cinq minutes de voiture, explique madame Johanne Wagner, directrice de la maison de la Petite-Nation. S'il n'y a qu'un véhicule dans la famille, la maman est captive à la maison. »

Il fallait donc créer des activités et les adapter à cette situation bien singulière pour briser l'isolement de cette multitude de mères seules, avec pour toute compagnie leur post-partum gros comme le monde!

Par exemple, à l'aide d'une subvention de 10 000 \$ du ministère de la Famille et de l'Enfance, la Maison de la famille de la Petite-Nation a récemment regroupé des bénévoles et mis sur pied un service de visites à domicile. Le but visé: améliorer le sentiment de compétence des parents et créer un réseau de soutien pour les familles.

Même si l'objectif principal est de réduire l'isolement social, les intervenants de la Petite-Nation savent qu'en abaissant le niveau d'anxiété et de stress des parents, ils préviennent par le fait même la négligence et les abus



Le « répit-gardiennage » est un service offert par la Maison de la famille de la Petite-Nation.



envers les enfants. Bien entendu, le CLSC offre déjà ce service mais celui-ci s'adresse plus spécifiquement à des familles où il existe des risques d'abus ou de négligence très élevés. Selon Johanne Wagner, les visites à domicile de la Petite-Nation sont complémentaires de celles offertes par le réseau des services officiels.

« On estime que madame Tout-le-monde n'ira pas nécessairement cogner à la porte du CLSC pour poser des questions simples concernant ses préoccupations au quotidien. Or, c'est important d'avoir quelqu'un qui entre chez vous non pas comme une professionnelle mais plus simplement comme une amie. »

### UNE AFFAIRE DE FAMILLE

Les gens du milieu sont de plus en plus nombreux à offrir leur collaboration aux projets de la maison de la Petite-Nation. C'est le cas des centres de la petite enfance. Depuis l'arrivée des places en garderie à 5 \$, il est presque impossible pour les mères à la maison de s'offrir une journée de répit. Aujourd'hui, les places sont réservées aux enfants qui fréquentent le service de garde à plein temps et, de toute façon, la liste d'attente est interminable.

Pour un service d'urgence ou ponctuel, les centres de la petite enfance en ont plein les bras. C'est pourquoi ils ont aidé la maison de la Petite-Nation à obtenir de l'aide financière afin de mettre sur pied trois demi-journées par semaine de « répit-gardiennage ». Les groupes sont complets, car le besoin était criant. « Ici, à la maison de la Petite-Nation, on essaie de répondre à tous les besoins de la famille en même temps ! », dit Johanne Wagner.



La bonne humeur est au rendez-vous à la Maison de la famille de la Petite-Nation.

Il faut se rendre à l'évidence, avec un effectif d'à peine cinq personnes et une trentaine de bénévoles, la maison de la Petite-Nation a réalisé des miracles en réussissant à mettre sur pied en quatre ans un éventail important d'activités : par exemple, le populaire atelier Sac-à-dos d'aide au devoir, offert par des bénévoles qui se rendent dans les écoles donner un coup de main aux élèves pour leurs devoirs.

Mais il y a plus encore : des cours de cuisine pour les préadolescents (Popotte-débrouille), des cours de gardiens avertis, des cours pratiques portant sur l'impôt, des ateliers d'art décoratif, des activités de plein air en famille, etc. Bref, la Maison de la famille de la Petite-Nation est toujours bondée, et il va falloir penser à déménager à moyen terme.

« La famille est au cœur de nos vies, c'est une idée politique, conclut Johanne Wagner. En fait, les enfants représentent l'avenir. Et plus les enfants vont bien, plus l'avenir est prometteur. » ■



Une maison pour se parler, s'épauler et se changer les idées.





# Une journée au Centre de la petite enfance Nuitsheuakan



par Martin Girard

**Les centres de la petite enfance peuvent sembler tous pareils, mais ils ont chacun leurs particularités qui leur permettent de se démarquer. C'est ce que nous avons constaté au Centre de la petite enfance Nuitsheuakan (prononcer : Nouitséouagane) - qui veut dire Mon ami en montagnais -, situé dans la région de Baie-Comeau. « La principale caractéristique de notre CPE, c'est que nous mettons beaucoup l'accent sur l'enseignement de la culture amérindienne aux enfants », a indiqué M<sup>me</sup> Delvina Vachon, directrice du CPE.**

L'immeuble qui abrite le centre présente, lui aussi, des signes distinctifs. D'une conception qui reflète l'origine amérindienne, le Centre de la petite enfance (CPE) Nuitsheuakan est un bâtiment unique qui s'harmonise avec son environnement et se présente comme un lieu de rassemblement. Situé dans un grand espace ouvert, l'immeuble contient des locaux vastes et bien éclairés, et tous les locaux offrent une vue sur les environs et même sur la mer, ce qui contribue certainement au bien-être des enfants. De plus, on a donné aux locaux des couleurs qui représentent les saisons; ainsi, lorsque l'enfant change de groupe, il se retrouve dans un nouvel environnement.

La journée se déroule comme dans tous les CPE de la province. Les 50 enfants, âgés de treize mois à cinq ans, sont accueillis tous les jours dès 7 h 30. Vers 9 h, c'est le début du programme éducatif : les enfants se rassemblent, se saluent et se préparent pour une collation. Par la suite, selon les horaires des groupes, les enfants vont dehors ou en ateliers.

Les activités éducatives sont divisées en quatre grands thèmes, soit le développement socio-affectif, le développement moteur, le développement intellectuel et, enfin, le développement de la créativité et de la réalité culturelle. Les éducatrices assurent le développement socio-affectif dans la gestion des conflits et la résolution de problèmes. Le développement moteur des enfants est assuré par les jeux tant à l'extérieur qu'à l'intérieur, ainsi que par les déplacements entre les lieux d'activités. Pour sa part, le développement intellectuel est assuré par des jeux et des ateliers qui sont adaptés à l'âge des enfants.



Finalement, le développement de la créativité et de la réalité culturelle se fait sur des thèmes inspirés de la vie amérindienne. On familiarise les enfants avec les animaux amérindiens, on construit un village amérindien et les enfants couchent dans des tentes. De plus, les bricolages proposés ont souvent un lien avec la culture amérindienne, et on apprend aux enfants les principaux chants appartenant à leur culture.

Bien sûr, les parents sont appelés à participer à toutes les fêtes et activités qui se déroulent tout au long de l'année : l'Halloween, Noël, la Journée nationale des autochtones (15 août), la semaine amérindienne, etc.

Voilà ce qu'est la vie au Centre de la petite enfance Nuitsheuakan... un autre beau CPE qui déborde de dynamisme et d'imagination pour aider au développement des enfants ! ■



# La place des femmes dans le développement local



**Un organisme du Haut-Richelieu met les bouchées doubles pour offrir un coup de pouce aux femmes sur le marché du travail et en particulier aux entrepreneures de la région.**

Les femmes représentent 45 % de l'ensemble de la main-d'œuvre au Québec, près du tiers des entreprises leur appartiennent et elles emploient des centaines de milliers de personnes. Pourtant, Martine Groulx, présidente du comité Condition féminine et membre du conseil d'administration du Conseil économique du Haut-Richelieu, croit que leur travail, en région comme ailleurs, n'est pas encore pleinement reconnu, « ni par elles-mêmes, dit-elle, ni par la société en général ».

Le Conseil économique du Haut-Richelieu compte parmi les centres locaux de développement (CLD) les plus actifs en matière de condition féminine. Il a notamment contribué à l'élaboration d'un guide d'intervention à l'intention des CLD<sup>1</sup>. Difficultés de financement, conditions de vie précaires, qu'elles soient femmes d'affaires ou chefs de famille monoparentale, les femmes se heurtent souvent à des problèmes difficiles à surmonter sans aide. Ce guide d'intervention vise à sensibiliser les CLD aux obstacles auxquels les femmes doivent faire face dans leur quotidien et à leur proposer des moyens pour y remédier. « Nous tentons essentiellement de promouvoir et de défendre les droits et les intérêts socio-économiques des femmes du Haut-Richelieu », explique Martine Groulx.

Créé en 1998, le comité Condition féminine regroupe des représentantes de toutes les tranches de la société. La mise en œuvre du plan d'action précis qu'il s'est donné s'échelonne sur trois ans, de 2002 à 2004. Sur la table de travail : un réseau d'entraide qui réunit plus de cinquante membres, des séances d'information sur le financement de projets, un club de placement où les femmes apprennent à maîtriser leur pouvoir financier, un projet pour soutenir des jeunes mères démunies, un salon pour l'entrepreneuriat féminin, etc.

« L'amélioration de la condition féminine doit se faire sentir dans tous les secteurs de notre population », dit Lise Roy, agente de développement en économie sociale au Conseil économique du Haut-Richelieu. Selon elle, le CLD a un grand travail d'information et d'éducation à faire auprès des femmes de la communauté. « Historiquement, les femmes ont toujours été très actives à la maison ou dans des secteurs d'emploi dits traditionnels mais elles étaient beaucoup moins à l'aise pour traiter de questions économiques ou politiques. C'est donc à nous d'aller les chercher dans leurs réalités et de les inclure dans nos stratégies de développement. »

## PLACE AUX FEMMES!

**Salon de l'entrepreneuriat féminin  
Le 4 octobre 2002 à Saint-Jean-sur-Richelieu**

Double mission pour cette expérience qui cible les femmes entrepreneures de la région du Haut-Richelieu. D'une part, le Salon vise à offrir une vitrine aux entrepreneures qui désirent présenter leurs produits ou services. D'autre part, il leur permet de se renseigner sur un grand nombre de sujets susceptibles de les aider à démarrer une entreprise.

Exposition, ateliers, conférences interactives, tables rondes... les occasions d'échanger seront nombreuses, tout comme les sujets abordés : comment surmonter les stéréotypes pour réussir, quel type d'entreprise choisir, comment développer son pouvoir financier, comment apprendre de l'expérience des autres (grâce à des témoignages d'entrepreneures de secteurs traditionnels et non traditionnels), etc.

### Renseignements :

Lise Roy, Conseil économique du Haut-Richelieu (CLD)  
Tél. : (450) 359-9999  
[www.haut-ricHELIEU.qc.ca/cld.htm](http://www.haut-ricHELIEU.qc.ca/cld.htm)

1. La place des femmes dans le développement local : Guide d'intervention à l'intention des centres locaux de développement, Gouvernement du Québec, 2001. Ce guide est disponible dans les bureaux régionaux du ministère des Régions et dans le site [www.mreg.gouv.qc.ca](http://www.mreg.gouv.qc.ca).





## L'ARGENT, TOUJOURS L'ARGENT!

Les femmes entrepreneures ou celles qui veulent se lancer en affaires sont particulièrement défavorisées lorsque vient le temps de « passer à la caisse ». Des études récentes ont d'ailleurs dénoncé les pratiques de plusieurs institutions financières à leur égard<sup>2</sup>.

Des exemples? Même si elles font moins de faillites que les hommes, les femmes entrepreneures qui demandent du financement essuient plus de refus qu'eux. À entreprises et compétences similaires, on demande également plus souvent des garanties personnelles aux femmes propriétaires d'entreprise. On a même observé une différence significative entre les taux d'intérêt offerts par les institutions financières aux deux groupes. Les femmes paient un peu plus cher, bien entendu!

« Les femmes entrepreneures nous ont fait part de leurs besoins dans un récent sondage et ces besoins sont bien réels, notamment en matière de financement », poursuit Lise Roy, du CLD du Haut-Richelieu. C'est pourquoi le soutien à l'entrepreneuriat féminin est l'un des objectifs prioritaires. « Il va falloir continuer de faire le pont entre leurs préoccupations et le choix de nos actions afin qu'à l'avenir elles puissent jouer pleinement leur rôle dans le développement économique du Haut-Richelieu », constate-t-elle. ■

2. *Les défis des entrepreneures : Rapport du groupe-conseil sur l'entrepreneuriat féminin*, Gouvernement du Québec, 2000.  
Le texte de ce rapport est disponible dans le site du ministère de l'Industrie et du Commerce : [www.mic.gouv.qc.ca](http://www.mic.gouv.qc.ca)

## Vers le Pacifique : une solution de rechange à la violence chez les jeunes



**Faites la paix, pas la guerre ! C'est le principe qu'un organisme québécois enseigne aux jeunes d'ici et d'ailleurs, depuis 1998. Un message qui fait boule de neige dans le monde scolaire.**

Il y a essentiellement deux façons de gérer les problèmes de violence et d'agressivité dans les écoles. La méthode douce et la méthode forte.

La méthode forte a ses limites : on peut resserrer la discipline, installer des caméras de surveillance et embaucher des gardiens de sécurité. Mais l'expérience nous a appris que ce n'est pas ainsi que l'on modifie en profondeur l'attitude des jeunes.

La méthode douce, celle que préconise le Centre international de résolution de conflits et de médiation de Montréal (CIRCM), mise plutôt sur la tolérance et la compréhension. Dans le cadre du programme Vers le pacifique, on apprend aux jeunes à régler leurs conflits en ayant recours à des techniques de médiation simples et efficaces, qui font appel à la réflexion et au dialogue. Certains enfants sont même formés pour intervenir directement dans les cours d'école lorsqu'il y a des querelles entre leurs camarades.

« Ce programme-là, je l'appelle le cheval de Troie de l'éducation », explique Claude Moreau, directeur du CIRCM. Ce que le centre souhaite, à long terme, c'est favoriser une véritable « culture de la paix » chez les jeunes. « Nous croyons que c'est en intervenant très tôt, dès le primaire et même au préscolaire, que nous pouvons y parvenir », ajoute-t-il.

Jusqu'ici, le rêve du CIRCM se porte très bien. Depuis 1998, le programme a permis de sensibiliser à la résolution de conflits et à la médiation plus de 120 000 jeunes de 450 écoles primaires et, par la même occasion, tout le personnel enseignant et de très nombreux parents. C'est énorme ! En fait, lentement mais sûrement, c'est toute une génération de jeunes qui est atteinte par le virus de la non-violence.

### L'EXEMPLE AMÉRICAIN

C'est aux États-Unis, au cours des années 80, qu'on a conçu cette idée toute simple mais éminemment délicate qui consiste à enseigner aux jeunes comment résoudre leurs différends autrement qu'en s'agressant verbalement ou physiquement. Des milliers d'écoles américaines ont enseigné différentes méthodes de gestion de

conflits et fait la preuve qu'il existait une solution de rechange aux actions répressives.

Le programme a été adapté aux besoins de notre système scolaire par le Centre Mariebourg, un organisme communautaire de Montréal-Nord spécialisé dans l'émergence des problèmes psychosociaux chez les jeunes. Lancé en 1998, le programme Vers le Pacifique a connu un tel succès que, dès l'année suivante, le Centre Mariebourg a mis sur pied un nouvel organisme qui en sera responsable : le Centre international de résolution de conflits et de médiation de Montréal. Aujourd'hui, le CIRCM se consacre uniquement à la cause de la médiation; il tente de rendre ses outils et ses méthodes d'intervention accessibles à toutes les communautés du monde scolaire et à la société en général.



Vers le Pacifique : tolérance et compréhension.

Le programme a ceci de particulier qu'il exige un engagement réel et soutenu du personnel enseignant de chaque école qui désire le mettre en application. « Les professeurs doivent être derrière nous à 100 % pour que ça fonctionne bien », explique Janick Audet, directrice du développement en milieu scolaire du CIRCM.

En effet, les éducateurs du CIRCM forment d'abord les professeurs aux principes de la diplomatie en herbe. Ce sont eux qui se chargeront ensuite de communiquer le programme à leurs jeunes. « On parle ici d'une véritable démarche pédagogique qui exige la participation de toute l'école, et pas seulement d'une poignée d'enseignants », rappelle la directrice.

Le personnel enseignant se fait donc expliquer en détail les principes de la résolution de conflits, les objectifs du programme et les moyens pratiques de le mettre en œuvre. On leur suggère, entre autres, de considérer la médiation comme les mathématiques, le français et l'anglais, c'est-à-dire comme une matière de plus à enseigner.

Puis, c'est au tour des jeunes. D'une école à l'autre, la durée de la formation peut varier entre trois et neuf ateliers d'une cinquantaine de minutes, selon les besoins et la disponibilité des enseignants. « La première chose qu'il

faut faire comprendre aux enfants, explique Claude Moreau, c'est qu'il est normal d'entrer en conflit avec d'autres personnes mais qu'il existe des façons d'exprimer sainement sa colère. »

Les enfants apprennent donc à reconnaître les multiples signes de la colère - le cœur battant et le pouls qui augmente, par exemple - et à réduire leur stress de diverses façons : entre autres en s'isolant, en lisant un livre ou en faisant une marche.

À l'aide de jeux de rôles et de mises en situation, les jeunes découvrent également qu'il faut apprendre à écouter les doléances des autres et avoir de l'empathie si on veut résoudre un conflit. Les principes de base du programme de médiation sont simples et se résument en quatre points : se calmer, se parler, chercher des solutions et en trouver une qui convienne aux deux parties.

Une fois les ateliers terminés, les jeunes choisissent eux-mêmes, dans leurs rangs, les futurs médiateurs. Les enfants sélectionnés reçoivent une formation supplémentaire en techniques de communication et, par la suite, ils sont constamment supervisés par des adultes.

Munis d'un dossard, ils deviennent de petits diplomates en herbe chargés de réconcilier leurs camarades lorsqu'un conflit éclate en classe ou à la récréation. Les médiateurs n'interviennent pas directement dans les batailles - c'est le travail des adultes - mais essaient plutôt d'aider les belligérants à communiquer entre eux afin d'éviter que le conflit ne s'envenime.

« C'est un travail parfois difficile mais très gratifiant, fait remarquer Janick Audet. Même si ça représente une grande responsabilité pour un jeune de neuf, dix ou onze ans, nous avons observé que beaucoup d'entre eux sont prêts à renouveler leur mandat après un an. »

« Le programme est un investissement rentable, dit Maryse Tremblay, directrice de l'école primaire Hochelaga, à Montréal, mais il n'y a rien de magique, il faut travailler fort pour réussir à l'implanter. » Dans ce quartier difficile, où les conflits de la rue et de la maison se transportent fréquemment à l'école, l'engagement du personnel enseignant est vital. Sans eux, rien n'est possible. Le programme est donc offert à tous les niveaux, et il faut constamment mettre sur pied des ateliers de sensibilisation pour rafraîchir la mémoire aux jeunes et leur donner des outils concrets. « Même après quatre ans, le programme est encore fragile, constate la directrice. Par contre, lorsque tout le monde s'y met, on sent son impact non seulement chez les jeunes mais également chez les adultes, dont la tâche disciplinaire est grandement simplifiée. »



## UN PROGRAMME TOUT TERRAIN

Une fois que le programme est bien établi dans une école, le CIRCM a constaté que des liens se tissent spontanément avec le milieu environnant. Ainsi, dans bien des cas, des parents, des représentants des organismes communautaires et des policiers du quartier, pour une raison ou pour une autre, souhaitent recevoir eux aussi une formation en médiation. « Le centre va bientôt publier un manuel qui s'adresse directement aux parents, parce que nous recevons de plus en plus de demandes de leur part », explique Claude Moreau.

En fait, l'expérience du CIRCM connaît un tel succès qu'on l'exporte maintenant à l'étranger. Reconnu par l'UNESCO et financé aussi bien par le secteur public que par le privé, Vers le pacifique a déjà fait des adeptes au Liban, au Pérou, en Bolivie et en France où on songe même à appliquer cette méthode à des quartiers complets dans les banlieues défavorisées !

Le programme pourrait également voyager, dans le cadre de la Décennie internationale de la promotion d'une culture de la non-violence et de la paix au profit des enfants du monde, notamment en Europe de l'Est et en République démocratique du Congo (ex-Zaire). « C'est la preuve qu'il existe maintenant une véritable expertise québécoise dans le domaine de la médiation », pense Claude Moreau.

« Une des raisons du succès du programme, dit-il, c'est sa profondeur. » Vers le pacifique a entre autres été mis à l'épreuve par des chercheurs du Département de psychopédagogie de l'Université de Montréal, qui ont obtenu 500 000 \$ pour tester pendant trois ans son efficacité sur le terrain.

Les recherches sont concrètes et visent essentiellement à améliorer les outils existants. Dans l'une d'entre elles, qui n'est pas encore terminée, on a filmé 300 écoliers qui réagissaient à des simulations de conflits potentiels. Seulement la moitié de ces jeunes avaient suivi le programme. On a observé, chez les jeunes formés à la médiation, 30% plus d'aptitudes que chez les autres à résoudre un conflit. La différence est remarquable pour un aussi petit groupe d'individus.

La prochaine cible du CIRCM: les garderies! En effet, Claude Moreau est convaincu qu'il est possible d'enseigner aux tout-petits les principes de la médiation et de la paix. Une génération de casques bleus en couches-culottes?

Pourquoi pas? ■

## Des actions municipales novatrices



**À Sherbrooke, la politique familiale est plus qu'un vœu pieux. C'est un projet de longue haleine qui a maintenant atteint une belle vitesse de croisière.**

La politique familiale de Sherbrooke vieillit bien. Dix ans après avoir vu le jour, non seulement en est-elle à son quatrième plan d'action mais, en plus, elle a servi de modèle à plusieurs autres municipalités. « Nous avons appris au fil des années et des expériences à véritablement penser et agir en fonction de la famille, dit Paul Thibault, chef de la section Loisir et milieu de vie pour le deuxième arrondissement. Et aujourd'hui, nous en récoltons les dividendes. »

Ce souci du bien-être des familles remonte au début des années quatre-vingt, au moment où la municipalité constate qu'elle doit faire face à un nouveau problème. « À l'origine, notre préoccupation était d'ordre démographique, dit Paul Thibault. Nous avons observé une tendance des jeunes familles à quitter Sherbrooke pour aller s'installer en banlieue. Il fallait trouver une façon de freiner cet exode. »

Pour y parvenir, la Ville prend les grands moyens. On consulte d'abord les employés municipaux sur les moyens d'améliorer les services aux familles. Deux cent cinquante personnes répondent à un sondage. « Nous nous sommes



retrouvés avec une foule de projets, beaucoup plus que nous en attendions au départ, explique Lise Drouin-Paquette, ancienne conseillère municipale responsable des questions familiales. C'est là que nous avons constaté qu'il y avait beaucoup à faire pour améliorer la qualité de vie des familles. »

Les suggestions touchent tous les aspects de la vie : loisir, transport, sécurité, santé, habitation, environnement. Les responsables procèdent à un tri des meilleures idées et passent à la deuxième étape : la consultation de la population sur le terrain. Ils se rendent dans les quartiers, rencontrent les organismes communautaires, des CLSC, des écoles, des églises, bref, tous ceux qui ont un mot à dire sur ces questions. On organise également des audiences publiques auxquelles participent des élus.

Finalement, la Municipalité passe aux actes : en 1992, elle vote une politique municipale et adopte un plan d'action. Dorénavant, on devra « penser famille » en toutes circonstances.

Ce réflexe est maintenant profondément ancré dans la vie des employés municipaux, estime Line Juneau, chef du programme Enfance-famille-jeunesse du CLSC de la Région-Sherbrookoise. « La Ville se démarque vraiment sur le plan de la collaboration intersectorielle : lorsque vous avez besoin d'eux, les employés sont là. » Ce n'est pas un luxe, selon elle, puisque Sherbrooke occupe le quatrième rang des villes les plus pauvres du Québec et que, dans certains quartiers, plus de 30 % des familles sont dans le besoin. « En créant des comités consultatifs et en s'assurant qu'ils demeurent actifs, la Municipalité assure un véritable échange avec le milieu. Et cet échange-là est très important pour nous. »

## **DES YEUX ET DES OREILLES**

Au fil des ans, Sherbrooke a créé une multitude de programmes et de projets qui se sont progressivement enracinés dans la vie de la communauté. L'un des plus intéressants est le concept d'unités de voisinage appelées École-Parc-Église : les ÉPÉ.

Il y a 27 unités de voisinage dans le vieux Sherbrooke et chacune d'elles a nommé un répondant que la Ville consulte lorsqu'elle veut élaborer ou implanter un nouveau projet, ou simplement pour prendre le pouls du quartier. « Ces gens-là sont nos yeux et nos oreilles », explique Jean-Yves La Rougery, coordonnateur à la vie communautaire.

Faut-il plus d'éclairage dans telle rue ? une patrouille policière renforcée dans tel quartier ? un réaménagement dans tel parc ? On consulte les répondants des ÉPÉ et on établit des priorités. « Au lieu d'attendre que les citoyens viennent nous voir, nous allons les consulter », dit le coordonnateur.

C'est ainsi qu'on a établi des corridors balisés autour de dizaines d'écoles primaires : les points bleus sur les trottoirs et dans les rues indiquent aux jeunes l'itinéraire à suivre pour se rendre en classe en sécurité. La collaboration entre citoyens et services municipaux a également permis d'améliorer l'équipement de loisir, de créer un fonds sport-loisir qui profite à plus de 400 jeunes, d'aménager certains secteurs du territoire, de définir les priorités en matière de logement social ou d'environnement, etc. « L'objectif, dit Jean-Yves La Rougery, c'est de créer un milieu de vie complet, qui intègre toutes les préoccupations des familles. »

Curieusement, avec la création de la nouvelle ville de Sherbrooke, la situation initiale - l'exode des jeunes familles de la ville vers la banlieue - n'existe plus. En effet, en intégrant toutes les municipalités qui l'entouraient (neuf au total, ce qui fait passer la population de 70 000 à 150 000 personnes), la Ville a du même coup réglé cette question !

« Peu importe, conclut Lise Drouin-Paquette, puisque de toute façon, nous atteignons notre objectif : resserrer les liens dans la communauté et améliorer la qualité de vie des gens. Et surtout, nous avons fait la preuve qu'il était possible de garder le même cap pendant toutes ces années. C'est toute une réussite ! » ■





# Avoir des enfants, un choix à soutenir



par Odette Plante, Conseil de la famille et de l'enfance

**Le Conseil de la famille et de l'enfance rendait public le 30 avril dernier son Avis à la ministre d'État à la Famille et à l'Enfance, intitulé *Démographie et Famille : Avoir des enfants, un choix à soutenir*. Le Conseil y appelle le gouvernement et tous les acteurs socio-économiques du Québec à se mobiliser en faveur des femmes et des hommes qui veulent réaliser leur désir d'avoir des enfants.**

## **DES FREINS AU DÉSIR D'AVOIR DES D'ENFANTS**

Pour le Conseil, l'écart entre le désir des Québécoises et des Québécois d'avoir des enfants et la réalisation effective de ce désir s'explique par des freins de trois ordres : la transformation des comportements, des attitudes et des valeurs entourant la famille; l'organisation actuelle du monde du travail; la précarité financière des jeunes et des familles, inhérente au fait d'avoir des enfants, et à la variabilité des mesures gouvernementales de soutien à la famille.

Rappelons que l'indice de fécondité au Québec est inférieur au remplacement des générations et que l'immigration est insuffisante pour compenser la décroissance à venir de la population. Selon le scénario moyen des dernières perspectives démographiques de l'Institut de la statistique du Québec, publiées en 1999, la décroissance des effectifs globaux est envisagée pour 2026-2030, au moment même où le nombre de personnes âgées atteindra un point culminant.

Selon la présidente, M<sup>me</sup> Nicole Boily, l'enjeu est simple : « Pour assurer l'avenir, la prospérité et la pérennité de la société québécoise, nous devons nous mobiliser et soutenir la réalisation du désir des Québécoises et des Québécois d'avoir des enfants. Ce désir est bien réel même si sa réalisation est souvent reportée. Dans certains cas, ce désir légitime et fondamental ne se réalisera jamais en raison de circonstances qui échappent à la volonté des premiers intéressés. Comme société, nous n'avons pas les moyens de gaspiller ce potentiel d'avenir. »

## **LES ENFANTS, UN DÉSIR CONSTANT CHEZ LES FEMMES ET LES HOMMES**

Depuis le milieu des années 70, les enquêtes démontrent que les aspirations des jeunes femmes, aussi bien que celles des jeunes hommes, se situent à deux enfants en moyenne. Même s'il y a, à l'échelle collective, une constance dans les aspirations de fécondité d'une décennie à l'autre, sur le plan individuel, ces aspirations sont plus fortes au début de l'âge adulte et elles diminuent par la suite, au fur et à mesure que les individus font face à des contraintes.



## DES MESURES POUR QUE NOTRE SOCIÉTÉ AIT LES ENFANTS QU'ELLE DÉSIRE

Pour modifier positivement et de façon significative l'indice de fécondité dans une société, le Conseil conclut qu'il est préférable d'opter pour un ensemble de mesures coordonnées plutôt que pour des mesures isolées.

Aussi, le Conseil appelle le gouvernement et les acteurs sociaux du Québec :

- à poursuivre le développement d'une politique familiale globale et cohérente;
- à assurer un soutien financier adéquat et plus stable aux parents;
- à effectuer un virage majeur en ce qui a trait aux politiques du travail.

La proposition globale faite par l'avis du Conseil commande un effort collectif de l'État, mais aussi des acteurs socio-économiques : ainsi les municipalités, le milieu scolaire, le milieu universitaire, le réseau de la santé et des services sociaux ainsi que les organismes communautaires, les entreprises, les syndicats et associations d'employés sont exhortés à soutenir aussi, dans leur domaine, la réalisation du désir d'avoir des enfants.

**Note :** Cet avis est le fruit d'un processus de consultation (incluant un colloque sur la démographie et la famille), qui a eu lieu en novembre 2000 et dont les actes ont été publiés en août 2001. ■

Les Actes du colloque, l'Avis et son abrégé sont disponibles dans le site Internet du Conseil de la famille et de l'enfance : [www.cfe.gouv.qc.ca](http://www.cfe.gouv.qc.ca)

## Le ministère de la Famille et de l'Enfance a un nouveau site Internet



par Frédérick Persoons

Un tout nouveau site pour mieux vous servir, voilà ce que vous offre [www.mfe.gouv.qc.ca](http://www.mfe.gouv.qc.ca), le site officiel et la porte d'entrée privilégiée du ministère de la Famille et de l'Enfance et de certains organismes qui relèvent de sa ministre. Grâce à ses trois microportails thématiques, Familles, Services de garde et Aînés, le site du Ministère permet désormais aux internautes de mieux cibler l'information recherchée.

### NOTRE PORTAIL D'ACCUEIL ET NOS MICROPORTAILS

Notre portail d'accueil offre une vue d'ensemble des activités du Ministère. Les internautes y trouveront une foire aux questions, des nouvelles, une liste des manifestations auxquelles le Ministère participera, des communiqués de presse, des liens vers des articles de presse électronique et des capsules d'information. Nos trois microportails rassemblent, quant à eux, toute l'information disponible dans notre site sur une thématique donnée. Cette nouvelle approche de navigation facilitera grandement le repérage de l'information.

### DE NOUVEAUX OUTILS PRATIQUES

Notre nouveau site offre également des outils pratiques. Ainsi, notre foire aux questions, entièrement dynamique, permet de générer automatiquement, sur notre portail et nos microportails, les questions les plus fréquemment consultées par les internautes. Vos questions peuvent également cibler l'une ou l'autre des nos thématiques. Grâce à notre outil « Envoyez à un ami ! », vous pouvez envoyer la référence d'une page de notre site à un ami, une amie, ou à un, une collègue par courrier électronique. Finalement, au bas de chaque page, le symbole [ + ] sert à évaluer l'aspect qualitatif de chacune de nos pages. Cet outil nous sera particulièrement utile pour mesurer le degré de satisfaction de nos publics quant à la qualité de l'information diffusée.

### RECHERCHE

Vous pouvez en tout temps utiliser l'interface de recherche permettant l'interrogation de notre site par le moteur de recherche gouvernemental. Vous pouvez effectuer vos recherches en texte libre.





## NOTRE INTERFACE GRAPHIQUE

Les mandats du ministère de la Famille et de l'Enfance et des organismes qui y sont rattachés sont nombreux et diversifiés, allant du soutien à la vie de famille, en passant par la conciliation famille-travail, le financement des services de garde, les aînés et bien d'autres. C'est pourquoi nous avons essayé de distinguer chacun de nos microportails de manière unique, sans briser la cohérence et l'harmonie de l'ensemble du site.

Maintenant que vous connaissez nos nouveaux services ainsi que nos couleurs, nous vous invitons à parcourir notre site à l'adresse [www.mfe.gouv.qc.ca](http://www.mfe.gouv.qc.ca). ■



# Le gouvernement du Québec reçoit le Prix membre honoraire de l'Institut Vanier de la famille



**Le 4 mai dernier, au nom du gouvernement du Québec, la ministre d'État à la Solidarité sociale, à la Famille et à l'Enfance, M<sup>me</sup> Linda Goupil, a reçu le Prix membre honoraire de l'Institut Vanier de la famille.**

Ce prix a été décerné au gouvernement du Québec pour souligner et reconnaître son travail de pionnier dans le développement des services de garde éducatifs à contribution réduite comme mesure très significative de sa politique familiale à l'égard des enfants et des parents du Québec.

Chaque année depuis 1994, ce prix souligne la contribution exemplaire d'une personne ou d'une organisation à l'amélioration tangible du bien-être des familles canadiennes, et ce, en relation avec la mission et les objectifs poursuivis par l'Institut. Cet institut est reconnu pour la recherche, l'éducation du public, la consultation et la promotion des intérêts du public.

« Les services de garde éducatifs à contribution réduite sont un succès et représentent bien la solidarité et les valeurs québécoises. Le Québec est une source d'inspiration pour sa politique familiale et les observateurs sont nombreux, partout dans le monde, à vouloir reproduire nos façons de faire, ici au Québec », a indiqué le premier ministre du Québec, M. Bernard Landry.

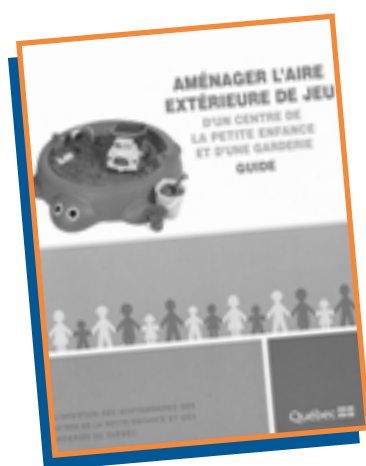
M<sup>me</sup> Goupil a déclaré : « Au nom du gouvernement du Québec, j'accepte cette reconnaissance avec fierté, puisque le Québec bénéficie de services de garde éducatifs à contribution réduite qui font sa particularité et qui contribuent de manière importante à la qualité de vie des familles québécoises en favorisant une meilleure conciliation de la famille et du travail. » ■

# NOUVELLES PARUTIONS

## **LA SÉCURITÉ DES ENFANTS EN SERVICES DE GARDE ÉDUCATIF**

Destinée au personnel des centres de la petite enfance et des garderies, aux responsables de services de garde en milieu familial, ainsi qu'aux étudiants et étudiantes en techniques d'éducation à l'enfance, cette publication est un outil pratique, complet et bien documenté sur la prévention des blessures et sur les soins d'urgence.

En vente aux Publications du Québec



## **AMÉNAGER L'AIRE EXTÉRIEURE DE JEU D'UN CENTRE DE LA PETITE ENFANCE ET D'UNE GARDERIE**

Ce guide a pour but d'aider les administrateurs, les gestionnaires, les parents et le personnel éducateur des services de garde à élaborer ou à rénover l'aire extérieure de jeu d'un centre de la petite enfance ou d'une garderie. Il explique la marche à suivre pour concevoir un projet, depuis la détermination des besoins jusqu'à l'entretien d'un aménagement terminé.

## **ACTIVITÉS EXTÉRIEURES DANS LES CENTRES DE LA PETITE ENFANCE ET LES GARDERIES**

Guide conçu spécifiquement pour le personnel éducateur des centres de la petite enfance et des garderies. Il s'agit d'un outil qui présente des moyens pour exploiter de manière optimale l'environnement extérieur (cour attenante à l'installation et autres lieux à proximité et plus éloignés) au profit des enfants de cinq ans et moins.

Il comporte deux volumes : le premier porte sur la conception des activités et le deuxième est constitué de 65 fiches pratiques.



### Pour obtenir des renseignements

#### Par téléphone

Centre de renseignements  
Du lundi au vendredi,  
de 8 h 30 à 16 h 30

Région de Montréal : (514) 873-2323

Région de Québec : (418) 643-2323

Ailleurs au Québec : 1 800 363-0310  
(sans frais)

#### En personne ou par courrier

600, rue Fullum, 6<sup>e</sup> étage  
Montréal (Québec)  
H2K 4S7

1122, chemin Saint-Louis  
Sillery (Québec)  
G1S 4Z5

#### Par courrier électronique

famille@mfe.gouv.qc.ca

#### Dans notre site Internet

[www.mfe.gouv.qc.ca](http://www.mfe.gouv.qc.ca)

Note : vous trouverez dans notre site Internet la version intégrale du document *Planification stratégique 2001-2004*.

